

Le site LuxLeaks [1] permet de remonter la filière grecque de l'optimisation (ou de l'évasion ?) fiscale. Il répertorie neuf groupes grecs ou ayant des liens étroits avec la Grèce. On y trouve notamment le groupe EFG qui appartient à la famille de Spiro Latsis, l'un des trois milliardaires grecs répertoriés par *Forbes*, la société de téléphonie mobile Wind Hellas et la filiale locale de Coca-Cola qui appartient à la famille David-Leventis.

Tous ces groupes ont bénéficié des conseils de PWC (PricewaterhouseCoopers) pour mettre au point des arrangements fiscaux avec le Luxembourg [2]. PWC est l'un des quatre grands cabinets d'audit (les *Big Four*) avec Deloitte, Ernst and Young et KPMG [3].

L'étape suivante de ce petit jeu de piste nous conduit à Aikaterini Savvaïdou, l'actuelle Secrétaire générale du Trésor du ministère grec des finances, dont la fonction est de piloter les pratiques fiscales. Elle a été nommée à ce poste en juin dernier, donc par le précédent gouvernement, en remplacement de Haris Theoharis, démissionné parce qu'il voulait poursuivre 300 personnes à « richesse nette élevée » (*high-net-worth*) [4].

Son parcours est cohérent : études supérieures à Athènes, doctorat à Paris-Assas (une thèse - déjà - sur le recouvrement de l'impôt en France et en Grèce), diplôme à Harvard, carrière d'avocate, notamment auprès de la Cour suprême. Mais elle a aussi été *senior manager* chez PWC en Grèce à partir de janvier 2010 et jusqu'à sa nomination. A ce titre, elle participait aux travaux du comité des impôts de la Chambre de commerce américano-grecque, un comité se fixant pour noble tâche de « ne négliger aucune possibilité légale d'optimisation fiscale » (*not overlook any lawful, tax saving opportunities*).

Sa nomination a été chaudement appuyée par le ministre des Finances, Gikas Hardouvelis (un ancien du groupe EFG Eurobank Ergasias, la troisième banque grecque qui appartient à Spiro Latsis) mais aussi par le vice-ministre des Finances, Giorgos Mavraganis ... un ancien de KPMG. Sans oublier l'aval reçu de Pierre Lepetit, inspecteur général des finances (et vice-président de *Notre Europe*), qui dirige la mission d'assistance à la Grèce pour la réforme des administrations publiques, contribution de la France à l'œuvre de la troïka.

Les liens entre PWC et le gouvernement grec ne se limitent pas à ces relations personnelles. Ce dernier a confié plusieurs missions à PWC : répression contre les petits fraudeurs du fisc en 2009, gestion des dépenses de la Comptabilité publique en 2010, privatisation des chemins de fer en 2011. Enfin, en 2014, PWC a contribué à une mise en forme d'une loi sur les impôts différés des banques, un dispositif détourné de recapitalisation.

Ce récit [5], illustre bien le caractère oligarchique de la Grèce, et les liens étroits entre les groupes grecs et les gouvernements précédents. Mais l'omniprésence de PWC, un spécialiste de l'évasion fiscale soulève aussi la question des fuites de capitaux qui est aujourd'hui d'une actualité brûlante.

Par définition, il n'existe pas d'estimation fiable de ces fuites de capitaux, et plusieurs chiffres plus ou moins approximatifs ont circulé [6]. L'ONG Global Financial Integrity s'est fixé la tâche d'évaluer les flux financiers illicites sur une base objective. Sa méthode consiste à utiliser les sources officielles pour comparer les capitaux sortis d'un pays et les entrées de capitaux en provenance de ce pays dans le reste du monde. L'écart entre les deux sert à évaluer les mouvements illicites. Cette méthodologie ne peut évidemment capter que la partie la plus visible de ces mouvements de capitaux, et les évaluations auxquelles elle conduit doivent donc être considérées comme des minorants.

Dans le cas de la Grèce, les données fournies par Global Financial Integrity [7] évaluent à 202,5 milliards d'euros le cumul des sorties illicites de capitaux sur la période 2003-2009. Avec un taux d'imposition au demeurant raisonnable de 20 %, le manque à gagner pour les finances publiques aurait donc été de l'ordre de 40 milliards d'euros.

Un exercice de simulation [8] montre qu'en l'absence de ces sorties illicites de capitaux, et en supposant qu'ils aient été correctement soumis à l'impôt, la dette publique grecque aurait été, compte tenu des intérêts en moins à verser, inférieure de 55 milliards d'euros en 2014 (262 milliards au lieu de 317 milliards).

[1] ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists), [Luxembourg Leaks Database](#)

[2] voir par exemple [les documents](#) de la transaction de février 2010 portant sur EFG Eurobank

[3] pour se distraire, on peut lire [leur comparution](#) devant le Comité des comptes publics du Parlement britannique ou [la promotion du Luxembourg](#) - avec carte des terrain de golf - que faisait PWC auprès de ses clients en 2009.

[4] « [A Greek Taxing Woman Faces Task of Restoring Confidence](#) », *Bloomberg*, 24 Juin 2014.

[5] qui doit beaucoup à un dossier du site *thepressproject.net* : « [Inviting the wolf into the house? Greece's top tax collector's dubious past at PwC](#) », 13 Novembre 2014

[6] « [Les riches Grecs adorent la Suisse](#) », *Le Point*, 15 Décembre 2011

[7] *Global Financial Integrity* ; [données sur la Grèce](#).

[8] « [L'impact des sorties illicites de capitaux sur la dette grecque](#) », *note hussonet* n°83, 2 mars 2015